



COMPTE RENDU DU CHS CT DES FINANCES DU NORD DU 17 SEPTEMBRE 2015

Déclaration Liminaire

Le contexte international, les bouleversements, économiques, sociaux, environnementaux et les politiques libérales mettent des peuples entiers dans la détresse et parfois dans la terreur.

Les dirigeants européens imposent aux peuples de l'Union, hors de toute démocratie, leur idéologie et leur politique au service de la finance. Ce qui amène à la tentation du repli sur soi et une montée des nationalismes. Il n'y a pas de fatalité à cela. Des luttes sur les salaires, l'emploi, les conditions de travail, les libertés se déroulent dans de nombreuses entreprises de différents pays démontrant que l'action collective porte ses fruits.

Ainsi en France durant toute cette année, les salarié(e)s et retraité(e)s se sont mobilisés à plusieurs reprises dans les différents secteurs professionnels ainsi qu'au plan interprofessionnel pour exprimer leurs attentes, leur exaspération grandissante face à une situation économique et sociale qui ne cesse de se dégrader et pour exiger une autre répartition des richesses qu'ils produisent.

Cédant aux pressions des puissances financières, du MEDEF et aux injonctions de Bruxelles, le gouvernement Français déroule pourtant une politique qui remet en cause notre modèle social assis sur l'égalité, la justice et la solidarité et qui ne produit aucun résultat probant mais bien au contraire une dégradation des conditions de vie des citoyens, en effet entre le CICE et les baisses de cotisations, ce sont environs 25

milliards d'euros d'argent public qui ont été dépensés avec des effets contraires à ceux annoncés dans le Pacte de responsabilité (hausse du chômage + 200 000 demandeurs d'emploi, baisse des investissements de 10 % sur les 2 dernières années dans les entreprises du CAC 40).

On constate au contraire une augmentation de 60 % des dividendes versés aux actionnaires depuis 2009. Et c'est désormais 1 % de la population qui détient 48 % des richesses mondiales.

La Prime de départ prévue pour le PDG d'Alcatel (près de 14 millions d'euros, soit 10 000 SMIC.) montre de façon très claire la faillite morale de notre système économique dont les politiques pour l'emploi se traduisent trop souvent par des mesures de régression sociale qui vont impacter tous les salarié(e)s.

Dans ce contexte La CGT réaffirme sa volonté de contribuer au renforcement des mobilisations et à leurs convergences, dans un cadre unitaire le plus large possible.

Dès à présent, elle invite les salarié(e)s et retraité(e)s à amplifier la mobilisation autour d'une plate-forme revendicative commune pour :

- Augmenter les salaires, les retraites, les pensions, les minimas sociaux et le point d'indice des fonctionnaires
- Promouvoir l'égalité salariale femmes / hommes
- Améliorer les conditions de travail et réduire le temps de travail pour créer des emplois, combattre et réduire le chômage
- Pérenniser et améliorer les garanties collectives, la protection sociale, les retraites complémentaires, pour garantir les droits à la santé et à la retraite
- Développer les investissements pour relancer l'activité économique en tenant compte des impératifs écologiques
- Conforter et promouvoir les services publics

C'est dans ce cadre que la CGT appelle à une nouvelle journée de mobilisation le 08 octobre prochain ;

1^{er} point : Visite du centre d'encaissement de Lille

Plusieurs pistes d'amélioration des conditions de travail des agents du centre d'encaissement ont été préconisées et réalisées :

Le bruit ambiant aux abords des machines de traitements automatisé de la chaîne de travail est mesuré à 80db en moyenne.

Les opérateurs bénéficiaient jusqu'à lors de 3 mesures de protection individuelle : gros casques, arceaux ou bouchons à usage unique il a été décidé et mis en place une dotation de bouchons d'oreille moulés sur la base d'un recensement des besoins auprès des agents sur crédits du CHS CT.

En outre , il est fréquemment fait rappel aux titulaires de l'utilité de l'utilisation des EPI et chaque vacataire reçoit une information à sa prise de fonction (livret d'accueil remis à chaque personne à son arrivée). Par ailleurs, une cession de dépistage auditif et visuel a été proposée aux agents par la mutuelle sur la base du volontariat. De nombreux agents y ont participé et se sont vu communiquer les résultats. Enfin, chaque agent bénéficie d'une visite médicale annuelle ainsi qu'un audio test effectué tous les 2 ans.

En matière de protection collective une étude a été réalisée sur crédits CHSCT pour la réalisation d'un plafond pour absorber les ondes sonores mais cela c'est révélé techniquement impossible a mettre en place.

Une partie des bureaux situés dans la salle des machines est très mal éclairée car cet espace dédié n'était pas prévu pour cela à l'origine. En période de pointe notamment, quelques vacataires travaillaient dans la pénombre des travaux d'éclairage nécessaires ont été réalisés.

Certains plafonds présentaient des anomalies suite à une fuite d'eau, les travaux de réfection nécessaires ont été réalisés

Des problèmes thermiques ayant été relevés, une réflexion sur un meilleur usage de la climatisation du bâtiment est en cours.

2eme point :point d'avancement sur les adaptations du réseau...
aux futures suppressions d'emplois au sein de la DGFip du Nord
pour 1er janvier 2016.

à savoir les regroupements:

- de la Trésorerie de Marchiennes vers la Trésorerie d'Orchies,
- du recouvrement de l'impôt de la Trésorerie de Lannoy vers le SIP de Roubaix Nord
- de la Trésorerie de La Madeleine vers la Trésorerie de Saint André, avec, dans le même temps, le transfert de l'activité de recouvrement de l'impôt des trésoreries de Saint André et de La Madeleine vers le SIP de Lille Nord et de l'actuelle gestion hospitalière de la trésorerie de Saint André vers la Trésorerie d'Armentières,
- de la Trésorerie de Cambrai Banlieue Est vers la Trésorerie de Cambrai Municipale,
- de la Trésorerie de Maubeuge SPL vers la Trésorerie de Maubeuge municipale,
- du SIP de Lille Haubourdin vers le SIP de Lille Ouest,
- du SIE de Lille Haubourdin vers le SIE de Lille Ouest

Le seul Projet ayant évolué depuis la première présentation au CHSCT du 16/06/2015 est l'annulation du transfert de l'activité SPL de la trésorerie de Lannoy vers la trésorerie de Wattrelos et ce grâce à la très forte mobilisation des agents, des contribuables (2500 signatures de pétitions remises a la direction) et des élus du secteur.

Concernant la présentation de ces operations (**qui nous le répétons, ne sont pas des adaptations mais uniquement des suppressions de services publics et des concentrations dans le but de créer un vivier d'emplois à supprimer dans les prochaines années**) la CGT s'est attachée à l'aspect "qualitatif" des fiches d'impact qui nous étaient fournies, à savoir les conséquences de ces restructurations sur les conditions de travail des agents.

Force est de constater que malgré notre demande, ces fiches n'apportent rien de plus qu'à la 1ere présentation et ne reflètent aucunement les conséquences négatives en matière de conditions de travail pour les agents regroupés mais aussi les agents allant accueillir les missions transférées. D'une manière générale l'étude des conditions de travail a été pour le moins survolée voire tronquée dans l'ensemble de ces projets l'administration cherchant à effectuer à marche forcée ces opérations pour coller à la sacro-sainte « démarche stratégique » sans se soucier des dommages collatéraux... Preuve en est que ces projets seront présentés tel quel au prochain CTL du 29 septembre en ne tenant aucun compte des remarques et de l'avis unanimement négatif des membres du CHSCT.

3eme point : Incidence de la nouvelle version de l'application GDP (Gestion Dématérialisée des dossiers des pensionnés) sur l'organisation et les méthodes de travail des agents du Centre de Gestion des Retraites.

Au vu d'une simple présentation littérale de la direction et des remontées très contrastées des agents la CGT a choisi de ne pas émettre d'avis en l'état sur la pertinence de la mise en place de cette nouvelle version en matière de condition de travail.

4eme point : Compte rendu du Groupe de Travail « Budget » du 10 septembre 2015

A la suite des projets votés lors de ce GT l'ensemble de l'enveloppe budgétaire du CHSCT à savoir 625715€ aura été engagé dans de multiples achats d'équipements de sécurité et de travaux mobiliers et immobiliers concernant toutes les directions du ministère des finances sur le département du Nord

5eme point : questions diverses

***Concernant les motards en douane**, le Président du CHSCT, Monsieur LORENZO, refuse de traiter des problèmes que peuvent rencontrer les agents motocyclistes en douane, sous prétexte qu'il existe des groupes de travail à la DG. Or, nous avons pu constater par le passé que ces groupes de travail étaient pour le moins inefficaces et trop long à mettre en place des équipements nécessaires à assurer la sécurité des agents. Pour Monsieur le Président, « Lille ne sera pas une direction pilote, il faut attendre les choix de la DG »...

Cependant il accepte de relayer nos demandes à ces groupes de travail.

Les OS souhaitent également avoir communication des résultats des expérimentation menées à Montpellier sur la pertinence de bouchons d'oreille adaptés pour les motards.

***Concernant le registre hygiène et sécurité** : il devrait être dématérialisé en douane mais quand... ????

***Concernant les problèmes d'alcool rencontrés dans certains services** : le CHSCT rappelle qu'un livret sur le sujet est à disposition de l'ensemble des agents et notamment des chefs de service pour les aider à appréhender ces problèmes.

Une formation « prévention des addictions au travail » a été mise en place par les membres du CHSCT et une 1ère formation a été dispensé aux agents de Saint Omer et de l'INSEE. Cette formation est ouverte à tous les agents qui en font la demande.